

DELIBERATION N° 21-2024/CA.CPS
relative au budget 2025 du régime des salariés

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA CAISSE DE PREVOYANCE SOCIALE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE,

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 modifié fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1154 CM du 3 décembre 1987 fixant le nouveau plan comptable de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1961 modifié portant institution d'un régime d'aide aux vieux travailleurs salariés et en confiant la gestion à la C.P.S. ;

Vu le décret n° 57-245 du 24 février 1957 modifié sur la réparation et la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la décision n° 754 TLS du 10 octobre 1978 modifiée portant refonte des textes relatifs à la classification des secteurs d'activité au regard de la Caisse de prévoyance sociale et aux taux de cotisations qui leur sont applicables ;

Vu la délibération n° 82-33 du 15 avril 1982 modifiée portant institution d'un minimum vieillesse ;

Vu la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 modifiée instituant un régime de retraite des travailleurs salariés de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 modifiée instituant un régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu le courrier n° 2793/MSP du 14 novembre 2024 relatif à l'élaboration des budgets des trois régimes de protection sociale pour l'exercice 2025 ;

Vu l'arrêté 2337 CM du 12 décembre 2023 fixant les taux de cotisations, planchers et plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations pour compter du 1^{er} janvier 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2333 CM du 12 décembre 2023 rendant exécutoire la délibération n° 23-2023 CA des 9 et 10 novembre 2023 relative au budget 2024 du régime des salariés ;

Vu le procès-verbal de réunion du Conseil d'administration en date du 21 novembre 2024 ;

S'étant prononcé à l'unanimité des voix valablement exprimées au cours de cette séance,

DECIDE :

Article 1^{er}. – Le BUDGET 2025 DU RÉGIME DES SALARIÉS est arrêté comme suit :

- en **PRODUITS**, à la somme de : **CENT VINGT ET UN MILLIARDS SEPT CENT VINGT DEUX MILLIONS DE FRANCS PACIFIQUE (121 722 MF XPF)**,

- en **CHARGES**, à la somme de : **CENT VINGT MILLIARDS SEPT CENT VINGT SEPT MILLIONS DE FRANCS PACIFIQUE (120 727 MF XPF)**,

se répartissant comme suit :

GESTIONS	PRODUITS	CHARGES	RESULTAT
PRESTATIONS FAMILIALES + HANDICAP (dont FASS)	8 943 MF	-9 643 MF	-700 MF
ACCIDENTS DU TRAVAIL - INVALIDITE ET MALADIES PROFESSIONNELLES	1 656 MF	-2 547 MF	-891 MF
ASSURANCE MALADIE	51 118 MF	-54 144 MF	-3 026 MF
RETRAITE TRANCHE A + FSRE	46 466 MF	-41 918 MF	4 548 MF
FONDS SOCIAL DE LA RETRAITE ET ALLOCATION COMPLEMENTAIRE RETRAITE	3 488 MF	-3 488 MF	0 MF
RETRAITE TRANCHE B	10 052 MF	-8 987 MF	1 065 MF
TOTAL RGS	121 722 MF	-120 727 MF	996 MF

Article 2. - La part non financée par le Régime des salariés du Budget administratif 2025 de la Caisse de prévoyance sociale est arrêtée tant en RECETTES qu'en DEPENSES à la somme de 1 570 MF.

Article 3. – Le Directeur p.i. et l'Agent-comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

PAPEETE, le 21 novembre 2024

LA SECRETAIRE,



Moeata WOHLER

LE PRESIDENT,




Patrick GALENON

rendue exécutoire par arrêté n°